

"Le grand saut de Jenkins" dans Frankfurter Allgemeine Zeitung (19 novembre 1977)

Légende: Le 19 novembre 1977, alors que l'Europe se trouve dans une situation économique difficile, le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung examine la proposition du président de la Commission Roy Jenkins en faveur d'une union monétaire au niveau européen.

Source: Frankfurter Allgemeine Zeitung. Zeitung für Deutschland. Hrsg. Eick, Jürgen; Welter, Erich; Fack, Fritz Ullrich; Deschamps, Bruno; Fest, Joachim; Reißmüller, Johann Georg. 19.11.1977, Nr. 269. Frankfurt/Main: FAZ Verlag GmbH. "Jenkins' großer Sprung", auteur:Stadlmann, Heinz , p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/le_grand_saut_de_jenkins_dans_frankfurter_allgemeine_zeitung_19_novembre_1977-fr-08339470-de3c-4064-b4d6-ba9c9e7313ed.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

Le grand saut de Jenkins

Par Heinz Stadlmann

Si l'idée ne venait pas de Roy Jenkins, un esprit objectif et réaliste, on pourrait penser que son concepteur a perdu la tête. À une époque où la crise économique continue de pousser à mener un rude combat pour la préservation et où les plans grandiloquents ne trouvent aucun accueil favorable, le président de la Commission de la CEE propose la création d'une union monétaire européenne. Une monnaie unique pour tous les États membres et l'obligation inhérente de mener une politique économique commune et de lutter contre l'inflation devraient montrer le chemin pour sortir de la crise. Selon Jenkins, le temps serait venu de discuter un plan audacieux.

L'idée remonte à cet été. Au cours du premier trimestre de son mandat, le Britannique Jenkins avait paru plutôt falot à Bruxelles. Sous sa présidence, la Commission ne semblait pas développer les forces d'intégration qui sont aujourd'hui nécessaires pour faire avancer la difficile affaire européenne. Chaque commissaire s'occupait de ses propres affaires. Lors de la trêve estivale, Jenkins a apparemment commencé à comprendre que la Communauté se trouvait à nouveau à un carrefour. Londres a toujours clairement indiqué qu'il refusait toute politique d'intégration. Les autres partenaires non plus n'étaient pas particulièrement intéressés par plus de points communs dans la politique économique. Le marasme conjoncturel a pourtant été combattu à coups de programmes nationaux. Après les déclarations de Paris et de Londres sur les limites de compétences du Parlement, il ne reste pas grand-chose du résultat du dernier tour de force des chefs de gouvernement et des ministres des Affaires étrangères qui consistait à s'unir au Parlement européen par le biais d'élections au suffrage direct.

Le dilemme est d'autant plus grand que la Grèce, l'Espagne et le Portugal entrent dans la CEE. Chacun sait que cela modifiera substantiellement la Communauté. Nombreux sont ceux qui mettent en garde contre les dangers d'un «décalage». Les petits États en particulier tiennent à ce que leur accord dépende de l'amélioration des efforts d'intégration actuels et des dispositions institutionnelles (décisions à la majorité au Conseil). La politique commerciale de Bruxelles jusqu'alors relativement libérale fut mise en danger par les croissants besoins de sécurité en France, mais aussi en Angleterre et en Italie.

Pour Jenkins, il s'agissait d'empêcher le glissement de la CEE vers une union douanière pure et dure avec une politique agricole commune. Pour les Britanniques, il était sans doute également temps de créer son propre profil. Ainsi, après la trêve estivale, il a réuni ses commissaires dans une petite ville des Ardennes «afin de réfléchir à l'avenir de la Communauté loin des tracasseries quotidiennes». Ils se sont mis d'accord sur le fait qu'il fallait tenter de prendre un «nouveau départ». Pour Jenkins, la formule est la suivante: le grand saut qui est maintenant nécessaire ne peut être réalisé que par une union monétaire.

Cela remet sur la table la vieille querelle du début des années 1970: l'union économique et monétaire devrait peu à peu se concrétiser par un ajustement des monnaies. Les opposants à cette orientation ont argumenté que sans normaliser les relations économiques, on ne pourrait obtenir aucun ajustement des monnaies. Jenkins joue la carte monétaire. On pensait que la monnaie unique contraindrait à mener une politique économique commune, les pays ayant le plus bas taux d'inflation devant servir d'exemple. Récemment, le chancelier Schmidt s'est entretenu à Bonn pendant deux heures avec Jenkins au sujet de ses idées. Le chancelier allemand, opposé à tout projet européen d'envergure, n'a rien laissé transparaître après cette discussion. Lors de la conférence des chefs de gouvernement européens qui se tiendra en décembre, on devrait connaître son avis sur les idées de son ami Jenkins. Le thème doit figurer à l'ordre du jour de ladite conférence. Auparavant, les ministres des Finances se chargeront de l'affaire. Jenkins ne veut en aucun cas une décision rapide. En ce moment, il s'agit uniquement pour lui de mettre en route une discussion, de la stimuler. Si les chefs de gouvernement ne la rejettent pas en bloc, il sera déjà satisfait.

Si cela ressemble presque à une aventure de tenter de telles choses en ce moment, une réflexion pourrait alors être bien utile. Contrairement au début des années 1970, l'Europe se trouve aujourd'hui dans une situation économique difficile. Aucun pays de la Communauté n'a été capable de combattre la crise avec ses propres forces. Il y a environ 6 millions de chômeurs en Europe et personne n'a pour l'instant trouvé la

recette permettant d'en finir avec ce fardeau à la longue dangereux. Les problèmes structurels qui sont une raison principale de la crise économique ne peuvent plus être maîtrisés au niveau national. Pour l'acier, les textiles et la construction navale – des solutions doivent être trouvées en Europe – et cela surtout avec le Japon et avec les États-Unis. On ne peut plus passer outre l'obligation de comparer les grandes unités. Tout cela se joue sur fond d'une tendance toujours plus nette au protectionnisme. Les pays qui sont eux-mêmes intéressés par l'export limitent toujours plus leurs importations. Désormais, on ne considère plus comme exclu le fait de dresser à nouveau des barrières dans la Communauté pour certains biens. Ces évolutions sont dangereuses pour la République fédérale et sa grande dépendance à l'exportation. C'est pourquoi il faudrait bien réfléchir pour savoir si le prix sans doute élevé que les Allemands devraient payer avec leurs fortes réserves dans une union monétaire ne serait pas quand même un judicieux investissement.